



Comptes-rendus des débats participatifs Département du Cher

AUBIGNY - le 23 janvier 2007
Thème : « La vie chère »

Grandes Tendances :

Ce ne sont plus seulement les familles touchées par le chômage qui rencontrent de graves difficultés financières.
De plus en plus de familles de salariés ou de retraités se retrouvent confrontées à la paupérisation.

Grandes Idées :

- Baser l'évolution des salaires et des pensions sur celle d'un indice de prix revisité...
 - La mise à niveau immédiate du SMIC à 1500 Euros brut.
 - Cette mise à niveau devra s'accompagner d'un ajustement corrélatif, hiérarchisé et pondéré, de l'échelle des salaires
 - On devra veiller à rendre financièrement attractive la reprise d'une activité salariale.
 - Modifier l'imposition des revenus en augmentant les prélèvements sur les revenus financiers et en diminuant les prélèvements sur les salaires et les pensions.
 - Construire en zone rurale des foyers logements dédiés aux jeunes travailleurs ou étudiants, célibataires.
 - Introduire au niveau du territoire national la gratuité des transports pour les scolaires et les étudiants.
 - Faire appliquer fermement par les Préfets les dispositions légales relatives à la part revenant au logement social dans les programmes immobiliers.
 - Améliorer les dispositions de la loi précédente, en aidant les communes à réaliser les infrastructures nécessaires à la construction des logements sociaux, sur le même principe que les subventions, accordées aux entreprises privées, pour qu'elles installent une usine sur le territoire d'une commune.
 - Réformer la loi en instituant la responsabilité pénale des maires qui refusent de la respecter.
 - Exiger des organismes concernés par l'attribution des aides, un accompagnement éducatif des bénéficiaires quant à l'utilisation des aides.
- Exemple : Que l'allocation de rentrée scolaire bénéficie réellement aux enfants.



Les propositions :

A propos du surendettement, il a été proposé :

- un contrôle et une limitation des publicités concernant les offres des différents organismes de crédit.
- une interdiction des cartes de fidélité permettant d'accéder à des autorisations de crédit qui incitent les familles à consommer toujours plus et par conséquent à être en surendettement quand ces crédits s'accroissent.

A propos de la fiscalité, il a été proposé :

- une taxation importante des revenus du capital comme les plus-values boursières par exemple.
- une meilleure indemnisation de l'épargne populaire.
- une modulation de l'emploi sur les sociétés selon l'équilibre qu'ils offrent entre les dividendes et les investissements (pour but de développer l'emploi). Plus la part consacrée aux investissements sera importante, moins l'impôt sur les sociétés sera élevé.
- une suppression de la redevance télé car elle est payée par tous (au lieu de la suppression de la vignette automobile qui a surtout bénéficié aux propriétaires de véhicules luxueux !).
- une mise en place d'un impôt citoyen se substituant au système de la fiscalité locale, trop lourde.
- une lutte contre les niches fiscales.

A propos du logement, il a été proposé :

- le paiement de la taxe d'habitation par le propriétaire et non par le locataire.
- une taxation importante des plus-values immobilières.

A propos de l'emploi et des salaires, il a été proposé :

- la mise en place d'une conférence sur les salaires dans chaque branche avec une négociation entre les partenaires sociaux. Si aucun accord n'est trouvé entre les parties, l'Etat devra intervenir en imposant une hausse des salaires correspondant au pourcentage d'augmentation du SMIC à tous les niveaux de rémunération.
- la mise en place d'un statut du stagiaire avec un cahier des charges précis en ce qui concerne ses missions et avec la définition d'une rémunération décente.
- la création d'un accès à internet dans chaque mairie, avec un emploi de guide internet, afin de faciliter la recherche d'emploi pour les chômeurs n'ayant pas de moyen de locomotion. Cela élargirait les possibilités d'offres d'emploi.

A propos du transport, il a été proposé :

- la mise à disposition de véhicules de l'état (voitures respectueuses de l'environnement) dans les départements ruraux.
- le développement des transports en commun.
- le développement du covoiturage.

A propos des aides sociales, il a été proposé :

- une modulation des allocations familiales. Est-ce que tout le monde doit percevoir les allocations familiales ? (Une famille très aisée en a-t-elle vraiment besoin ?) Doit-on appliquer un principe d'égalité ou d'équité ?
- une revalorisation des bourses.
- une révision des conditions d'attribution des bourses.
- une aide pour financer les études des jeunes issus de milieux ruraux.

VIERZON - le 30 janvier 2007

Thème : « Y a-t-il un avenir pour l'industrie en France ? »

Quels sont les réponses ou les nouvelles idées qui permettent de répondre aux questions posées par le débat :

Développement économique :

- redonner à l'État un rôle de régulateur et une capacité d'intervention économique en nationalisant à nouveau une banque
- repenser notre destin industriel au niveau européen
- promouvoir au niveau européen de grands projets porteurs d'avenir notamment dans le domaine de l'écologie
- redéfinir le rôle de la banque européenne
- changer d'échelle en terme de réflexion et de coopération économique (coopérations interdépartementales)
- mettre en place une nouvelle politique d'aménagement du territoire qui renforce les coopérations des différentes collectivités au lieu de les mettre en concurrence
- prendre des mesures protectionnistes adaptées au niveau français et européen
- s'assurer de la capacité de nos élus à anticiper les évolutions industrielles

Enseignement – formation – recherche :

- accompagner, inciter et accélérer la création de formations nouvelles dans les domaines des énergies renouvelables, de la céramique et des prothèses, vers des niches potentiellement porteuses d'emplois
- développer la recherche
- développer le vivier d'un potentiel de chercheurs et de tout le système éducatif
- mettre en place pour les salariés un système de formation tout au long de la vie professionnelle avec garantie sur le plan social
- améliorer le statut social des étudiants et mise en place par la collectivité nationale d'une enveloppe budgétaire garantissant l'égal accès aux formations supérieures et universitaires, enveloppe remboursée tout au long de la vie
- pour le pays de Vierzon, valoriser et porter à connaissance la qualité de l'enseignement général dispensé à Vierzon et maintenir à haut niveau un enseignement technique diversifié

Social :

- élargir les prélèvements sociaux sur d'autres revenus que ceux du travail
- dissocier les dépenses liées au paiement des retraites (choix politiques), des recettes uniquement liées aux cotisations sociales
- diversifier les sources de financement des retraites (création d'un fond de pension national constitué des actifs de la nation dans différentes sociétés (exemple de la Finlande))
- réformer la fiscalité liée à la transmission patrimoniale
- réformer les conditions d'attribution des allocations familiales

Transports :

- pour la région Centre, réorienter le projet de liaison ferroviaire POLT vers une liaison à grande vitesse jusqu'à l'aéroport de Châteauroux –Déols
- prendre davantage en considération les contraintes à venir en matière de pollutions liées aux transports routiers

Délocalisation :

- taxer les constructeurs d'automobiles qui produisent à bas coût en ou en dehors de l'Europe et entraînent la délocalisation des équipementiers
- réorienter nos coopérations internationales et exploiter davantage l'espace francophone pour exporter nos productions
- lutter contre le dumping social au sein de l'Europe

Mondialisation :

- apaiser la société
- sortir de l'OMC les productions agricoles et tout ce qui sert à nourrir les hommes

Quelles sont les recommandations que vous pouvez proposer en complément des réponses formulées :

Beaucoup d'interventions ont décrit l'inexorable évolution des changements industriels qui s'opèrent sous nos yeux, si un sentiment d'impuissance a été ressenti, l'espoir et la détermination se sont également manifestés au travers l'expression de multiples propositions.

Si nous avons besoin d'une Europe plus démocratique et citoyenne pour peser significativement sur l'économie mondialisée, un État fort est plus que jamais nécessaire, pour anticiper, réguler et accompagner les conséquences sociales des profondes mutations en cours. Les PME et PMI représentent un formidable réseau d'initiatives et de développement économique et par conséquent un gisement très important d'emplois et de création de richesses. Les aides publiques visant à favoriser leur essor doivent être assorties de contreparties sociales et de garanties financières qui permettent une juste redistribution de la valeur ajoutée.

Les coopérations et solidarités doivent être renforcées au niveau des différentes strates territoriales, la mise en concurrence des territoires n'apporte pas une réponse pertinente à l'aménagement du territoire et accentue les fragilités et les différences de potentiel.

Redonner la parole aux citoyens, provoquer le débat, favoriser la rencontre, l'échange d'opinions, voilà une démarche qui mérite d'être poursuivie au-delà de l'élection présidentielle, plus que jamais, soyons tous des acteurs du changement !

BOURGES - le 31 janvier 2007

Thème : « Écologie et Développement durable »

Les propositions :

L'organisation de l'État

- Création d'un ministère d'État à l'Écologie, avec des compétences transversales.
- Augmentation sensible de son budget.
- Programme cohérent.

La démocratie participative

- Donner une voix réelle aux Associations.
- Débats décentralisés jusque dans les communes, avec exposé d'un court lexique en début de réunion.

L'éducation, la recherche

- Programme urgent d'éducation à l'écologie à mettre en place à l'école.
- Intégration de l'écologie dans la formation professionnelle des BTP, à partir du CAP.
- Développer les exemples proposant des économies d'énergie, comme par exemple la Maison des énergies renouvelables à Chambéry.
- Développer une citoyenneté écologique.
- Soutenir la recherche fondamentale.

L'habitat

- Le logement individuel est-il la panacée ?
- Favoriser le HQE
- Penser à favoriser l'intégration de l'énergie solaire passive

dans les constructions (orientation des bâtiments par exemple).

- Repenser l'habitat social (éoliennes horizontales par exemple).
- Développer des éco quartiers, comme le projet de Fussy, dans le Cher ou à l'ancien Hôpital Baudens à Bourges..
- Récupération des eaux pluviales.

L'agriculture

- Favoriser l'agriculture biologique et la production de matériels « propres », chanvre par exemple.

L'économie

- Créer une vraie écotaxe.
- Moduler les aides aux entreprises suivant leur impact écologique.
- Instaurer un étiquetage informatif sur l'impact écologique des produits.
- Création d'un grand programme des énergies renouvelables.
- Crédit d'impôt immédiat et non-différé d'un an pour les « achats propres ».
- Inciter à la « production de « proximité »
- Informer sur le fait que la production de richesses n'est pas obligatoirement énergivore.

L'international

- Peser pour l'adoption par tous du protocole de Kïoto.
- Augmentation de l'aide au développement.
- Prendre en compte l'accès de tous à l'eau.

« Une contribution d'un adhérent de Dun »

Après le café Ségolène, l'apéro maison...

Nos derniers débats ont porté sur l'université, et la formation, au regard de différents problèmes repérés :

- Nombreux jeunes se cherchant dans les couloirs de la FAC et au final ne trouvant pas de voie, et sortant de l'université sans autre diplôme que le BAC déjà en poche depuis 4 ans.
- Nombreux jeunes faisant des études, et ayant un diplôme ne permettant que difficilement de trouver un emploi à la sortie (licence et Master (ex maîtrise) de psycho par exemple)
- Nombreux départements manquant cruellement de spécialistes d'un domaine spécifique (médecins, ingénieurs, éducateur, ...)
- Des amis ayant raté le concours de médecine de peu, motivés par cette carrière (qui du coup ont sérieusement galéré après pour se réorienter) qui ne comprennent pas pourquoi on les a refoulés alors qu'il manque tant de médecins dans le Cher et qui se disent qu'ils auraient bien aimé qu'on leur propose de venir ici en échange d'une place en deuxième année...

Au regard de toutes ces observations voici quelques propositions que nous avons formulé :

- une sélection à l'entrée de l'université
- Un accompagnement personnalisé des élèves 1 an à 1.5 an avant la sortie du lycée (général ou technologique) pour une orientation en fonction des besoins du terrain, avec des « carottes » favorisant certaines filières, accompagnement personnalisé qui devra durer durant

toute la scolarité post BAC (avec le même conseiller dans la mesure du possible)

- Une Bourse spéciale « filières boudées » : pour inciter les jeunes à aller dans une filière qui a du mal à recruter (avec engagement à finir le cursus et à travailler dans ce champ d'activité durant 5 ou 10 ans, ou remboursement de la bourse au prorata des années passées (cursus suivi par le même conseiller cité au dessus).
- Une Bourse spéciale « département boudé » : idem mais pour inciter à une installation (libéral, service public ou privé) dans un département pauvre en professionnels (déterminé en fin de cursus en fonction de la spécialité finale de l'étudiant), avec les mêmes contraintes d'engagement dans la durée.
- Des places spéciales pour les étudiants ayant raté le concours d'entrée de peu (un peu comme en médecine ou l'on choisi sa voie par ordre de réussite au concours) s'engageant à aller travailler dans un département « boudé » en fin de cursus (choix laissé entre 2 ou 3 départements) avec les mêmes contraintes (contre remboursement du coût forfaitaire de leur formation) d'engagement dans la durée.

Ces bourses et places spéciales ne se substituent pas à ce qui existe déjà, mais sont des propositions « en plus » (contrat entre un jeune et l'état) que les jeunes peuvent tout à fait refuser.

Enfin, pour les jeunes bacheliers n'ayant pas réussi à intégrer d'université ou d'école (qui si le travail du conseiller a été bien fait devraient être limités) proposer une année de « prépa » avec des stages